



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

n° 2014-DLP/BUPE- 305 du 23 SEP. 2014

**imposant des prescriptions complémentaires à la société EDF
pour la poursuite de l'exploitation de la centrale de production thermique de LA MAXE**

PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU la Directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU le Code de l'environnement ;

VU le décret n° 2013-375 du 02 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées et créant les rubriques 3000 relatives à la transposition de la directive relative aux émissions industrielles, dite IED ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2005-AG/2-425 du 07 novembre 2005 encadrant les installations exploitées par EDF à La Maxe et abrogeant les arrêtés préfectoraux et les récépissés de déclaration antérieurs ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-DEDD/IC-43 du 14 février 2008 modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2005-AG/2-425 du 07 novembre 2005 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n° DCTAJ-2014-A-12 du 11 avril 2014 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Alain CARTON, secrétaire général de la Préfecture de la Moselle ;

VU la proposition de calcul des garanties financières transmise par l'exploitant par courrier du 18 décembre 2013 complété le 15/05/2014 ;

VU la déclaration de la Société EDF datée du 31 octobre 2013 relatif au report d'échéances de fin de travaux de réhabilitation des bassins de cendres n° 1+2 et de remise du plan topographique ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 21 octobre 2013 référencé LA MAXE_EDF_2013-10-16_RAPVI_CBE_16664-2 constatant une erreur de prescription sur la nomination d'un piézomètre situé dans l'enceinte de la centrale ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 30 juin 2014 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) du 28 août 2014 ;

Considérant que les déclarations de la Société EDF susvisées nécessitent une mise à jour de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2005-AG/2-425 du 07 novembre 2005 ;

Considérant que la Société EDF a demandé un report d'échéances de 18 mois ;

Considérant que ce report de délai n'entraîne a priori pas de dangers ou inconvénients nouveaux mentionnés au L511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant par ailleurs que la surveillance environnementale actuelle (suivi des eaux souterraines au droit des parcs à cendres) est adaptée aux enjeux du site ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R. 515-84 du Code de l'environnement, l'exploitant a proposé au Préfet par courrier précité de retenir la rubrique 3110 comme rubrique principale de l'installation et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BATc) relatives aux grandes installations de combustion comme BATc relatives à la rubrique principale pour son activité ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article R515-61 du Code de l'Environnement, l'arrêté d'autorisation mentionne, parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58, la rubrique principale de l'exploitation ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale ;

Considérant que le CPT de La Maxe est soumis à l'obligation de constituer des garanties financières pour les installations qu'il exploite sur la commune de La Maxe en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

Considérant que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et qu'elles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;

Considérant que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garanties supérieur à 75 000 euros ;

Considérant en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations classées visées par le dispositif en cas de défaillance, conformément aux dispositions des articles R. 516-1-5 et suivants du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'article I.3 de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-425 du 07 novembre 2005 est remplacé par l'article suivant :

« Article I.3 Activités

Les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime de classement	Capacité maximale autorisée
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.	A	Puissance totale = 1 408,7 MWth.
1151.1b	Substances et mélanges à des concentrations en poids supérieures à 5 % à base de : 4-aminobiphényle et/ou ses sels, benzidine et/ou ses sels, chlorure de N, N-diméthylcarbamoyle, diméthylnitrosamine, 2-naphthylamine et/ou ses sels, oxyde de bis(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,3-propanesultone, 4-nitrodiphényle, triamide hexaméthylphosphorique, benzotrichlorure, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, hydrazine. La quantité totale de l'une de ces substances et mélanges en contenant susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 400 kg, mais inférieure à 2 t.	A	Stockage et utilisation d'hydrate d'hydrazine à 24 % (2,5 tonnes) contenant 400 kg environ d'hydrazine pure.
1432.2a	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables : 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m³.	A	Fioul lourd : 5 430 m³. Fioul domestique : 140 m³.
1434.2	Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation.	A	Station de dépotage.
1520.1	Dépôt de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matière bitumeuse : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 tonnes.	A	Parc à charbon : 500 000 t ; 4 silos de 1 000 t ; 8 silos de 60 t.
1715.1	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage) : 1. Lorsque $Q > 10^4$.	A	C ₁₄ : 3,66 MBq (2 sources) Cs ₁₃₇ : 1110 MBq (2 sources) Q = 222 000

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime de classement	Capacité maximale autorisée
2515.1	Broyage, concassage,... de produits minéraux naturels ou artificiels : La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est supérieure à 550 kW.	A	8 broyeurs à charbon de puissance unitaire : 460 kW. Puissance totale : 3 680 kW.
2760.2	Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du Code de l'environnement.	A	Parc à cendres (4 bassins situés sur la commune de WOIPPY) : 1 100 000 t.
2910.A1	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 : A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW.	A	Puissance des installations : - 2 chaudières principales au charbon : 1 400 MWth ; - 2 chaudières auxiliaires au fuel : 8,7 MWth ; Puissance totale : 1 408,7 MWth.
1416.3	Stockage ou emploi d'hydrogène : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 tonne.	D	Stockage de 125 kg d'hydrogène.
1611.2	Emploi ou stockage d'acide chlorhydrique, à plus de 20 % en poids d'acide, ... : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 50 tonnes mais inférieure à 250 tonnes.	D	Stockage de 150 tonnes d'acide chlorhydrique.
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs : La puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération est supérieure 50 kW.	D	1 local.
2560.2	Travail mécanique des métaux et alliages : La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 150 kW.	NC	La puissance des machines fixes présentes dans l'atelier est de 130 kW.

A : Autorisation D : Déclaration NC : Non Classable »

Au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique n° 3110 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence aux grandes installations de combustion (BREF LCP).

Conformément à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

Article 2 : Garanties financières

Ce présent article vient compléter l'article IX-3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2005-AG/2-425 du 07 novembre 2005 relatif aux garanties financières pour l'exploitation du parc à cendres volantes sur la commune de Woippy.

Article 2.1 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R516-2 du Code de l'environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement.

Article 2.2 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé à 279 449 euros TTC.

Ce montant est fixé sur la base d'un indice TP01 de décembre 2013 soit 703,8 et d'un taux de la TVA de 20 %.

Ces garanties s'établissent sans préjudice des garanties financières que l'exploitant constitue en application du 1° du IV de l'article R. 516-2 du Code de l'environnement.

Article 2.3 : Modalités de constitution des garanties financières

L'exploitant devra constituer des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R. 516-1-5 du Code de l'environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, à savoir :

- 20 % du montant initial des garanties financières à la première échéance ;
- 20 % supplémentaires du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.

En cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et consignations, l'échéancier est le suivant :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières à la première échéance ;
- constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R516-2 du Code de l'environnement. Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution des 20 % du montant initial des garanties financières est transmis au préfet à la première échéance.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis au préfet au moins 3 mois avant chaque anniversaire de la constitution initiale.

Article 2.4 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 2.5 : Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R516-5-1 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

Article 2.6 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

Article 2.7 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L171-8 du Code de l'environnement. Pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 2.8 : Appel des garanties financières

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R512-39-1 du Code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Article 2.9 : Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1 du Code de l'environnement, le Préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, la date à laquelle peut être levée,

en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du Préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 3 : Changement d'exploitant

L'article II-3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2005-AG/2-425 du 07 novembre 2005 relatif au changement d'exploitant est complété par les dispositions suivantes :

« Le changement d'exploitant des installations soumises à garanties financières est soumis à autorisation préfectorale conformément aux dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'environnement.

Le nouvel exploitant adresse au Préfet la demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

Pour les installations mentionnées au 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement, lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis. À défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le Préfet vaut autorisation de changement d'exploitant. ».

Article 4 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

À tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Type de déchets	Quantité maximale sur site en tonnes
Pétrofilm 3	10
CoolElf (code : 13 05 07)	1
Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses (code : 15 02 02)	5
Eaux mélangées à des hydrocarbures provenant de séparateurs d'hydrocarbures (code : 13 05 07)	20
Produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuse, y compris les mélanges de produits chimiques de laboratoires (code : 16 05 06)	0,02
Huiles prises en charge sous l'appellation hydrocarbures liquides (code 13 02 05 et 13 03 07)	100
Autres déchets	1

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5

L'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-DEDD/IC-43 du 14 février 2008 intitulé « Échéancier de réalisation du réaménagement du parc à cendres » est remplacé par l'article suivant :

Article 9 Échéancier de réalisation du réaménagement du parc à cendres

Le réaménagement du parc à cendres tel que prévu aux articles 3 à 8 du présent arrêté est réalisé selon l'échéancier suivant :

- bassins n° 1+2 au plus tard le 30 juin 2015 ; plan topographique du parc à cendres visé à l'article 8 du présent arrêté au plus tard le 30 juillet 2015 ;
- bassin n° 3 au plus tard le 31 décembre 2016 ; plan visé à l'article 8 du présent arrêté au plus tard le 31 mars 2017. »

Article 6 :

L'article IV-7 de l'arrêté préfectoral n°2005- AG/2-425 du 07 novembre 2005 autorisant la société EDF à poursuivre l'exploitation de son parc à cendres de Woippy, de la centrale de production thermique de La Maxe et de ses installations annexes est remplacé par l'article IV-7 ci-dessous :

« Article IV-7 Eaux souterraines

Le site est muni de puits ou piézomètres permettant d'estimer l'impact de la centrale, du stockage d'hydrocarbures, du dépôt de charbon et des différents dépôts de cendres sur la qualité des eaux souterraines.

La fréquence des prélèvements et les paramètres à analyser sont précisés ci-dessous :

Surveillance du parc à cendres humidifiées		
Piézomètres 106 et 423 Forage n° 1 ou forage n° 2	Trimestriellement	B, As, Se, SO_4^{2-} , Mo, Cl^-
	Semestriellement	Sr, Na, K
Surveillance au niveau du parc à cendres volantes de WOIPPY		
Piézomètres 409, 411, 413, 415 416, 417, 418 et 430 Collecteur Principal de Saint Eloy	Trimestriellement	B, As, Se, SO_4^{2-} , Mo, Cl^- , titre hydrotimétrique
	Semestriellement	Sr, Na, K
Puits 62 et 72, ballastières S1 à S9	Annuellement	SO_4^{2-} , Cl^- , titre hydrotimétrique
Surveillance au niveau du parc à fioul		
Piézomètres 104, 105 et 106	Trimestriellement	HCT
Surveillance des zones polluées dans l'enceinte de la centrale		
Piézomètres 106, 424 et 423	Trimestriellement	As, HCT
	Annuellement	HAP
Surveillance au niveau du parc à cendres issues des essais de désulfurisation		
Piézomètres 102, 103 et 106	Trimestriellement	SO_4^{2-}
Surveillance au niveau du parc à charbon		
Piézomètres 106 (ou 101), 107, 108 et forage n° 1	Semestriellement	pH, conductivité, HCT et SO_4^{2-}

Le niveau piézométrique est systématiquement relevé sur tous les piézomètres.

L'exploitant transmet dans un délai d'un mois à l'issue du semestre de référence, les résultats des analyses à l'Inspection des Installations Classées, accompagnés des commentaires sur l'évolution de la qualité des eaux souterraines au droit du site.

Lorsqu'une dérive de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant en informe immédiatement l'Inspection des Installations Classées.

Lorsque les résultats sur le collecteur principal de la station de pompage de SAINT-ELOY font apparaître que les eaux souterraines ne respectent plus les exigences définies par le décret 2001-1220 du 20 décembre 2001, l'Agence Régionale de Santé est informée.

La surveillance du comportement chimique de la nappe alluviale est transmise à un organisme

spécialisé qui réalise un bilan annuel de la qualité des eaux souterraines au droit du site. La piézométrie de la nappe est déterminée dans le bilan. Le bilan est transmis à l'Inspection des Installations Classées dans le trimestre qui suit l'année de référence. »

Article 7 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

Article 8 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 9 : Délais et voies de recours :

En vertu des dispositions du décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 10 : Information des tiers :

- 1) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LA MAXE et pourra y être consultée par tout intéressé ;
- 2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de La Maxe.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

- 3) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département : Le Républicain Lorrain et les Affiches du Moniteur ainsi que sur le site internet de la Préfecture de la Moselle.

Article 11 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le sous-préfet de Metz-Campagne, le maire de La Maxe, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Alain CARTON

